

Convention partenariale

entre

Le CCAS de la ville de Corbas
représenté par son Président M Alain VIOLLET
Place Charles Jocteur-69960 Corbas

d'une part

et

Lise BADOR (Musicienne)
110 chemin de chasse 38440 BEAUVOIR DE MARC

d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

À la demande des élus du CCAS, les structures petite enfance ont réalisé un projet éducatif et un projet pédagogique. Ces documents cadres ont formalisé la mission d'éveil et de découverte du monde du jeune enfant. Dans ce cadre, un programme d'actions motrices et artistiques a été élaboré par les professionnelles des structures, répondant à la spécificité du public accueillis.

ARTICLE 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'intervention de Lise BADOR dans les structures petite enfance de la ville.

ARTICLE 2 - Engagement du prestataire

Nature de la prestation :

Lise BADOR propose des interventions dans le domaine de l'éveil musical sur le thème de la musique, les enfants découvriront des chansons et utiliseront des instruments en lien avec le thème

« L'intervenante s'engage à animer les ateliers pour un groupe de 12 enfants maximum, selon les règles sanitaires mises en vigueur. »

Moyens mis en œuvre :

L'intervenante s'engage à apporter tout le matériel nécessaire au bon déroulement des ateliers

Lieu de réalisation :

17/01 Au PG : 92 Rue Centrale

24/01 A l'île aux Enfants: 61 Av. de Corbetta

14/02 Au RPE les P'tits Crocos: 18 D rue des Marronniers

Dates et heures de réalisation :

Les 17/01, 24/01, 14/02 2025 de 9h à 11h pour chacune des dates

« Les dates des ateliers sont définies par avance en lien avec l'intervenante et les structures afin que chacun puisse s'organiser »

ARTICLE 3 - Engagement du CCAS

Réservation de salle : non

Matériel mis à dispositions : des tapis

Personnel mobilisé : 1 personne avec les enfants

Précaution technique à prévoir : non

autre service à mobilisé : non

ARTICLE 4 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 6 mois à compter de sa date de signature. Toutefois, dans l'hypothèse où, pour quelque cause ou motif que ce soit, le projet n'aurait pu aboutir à cette date, la présente convention pourra, d'un commun accord entre les parties, être prorogée par voie d'avenant, dans les conditions ci-après définies à l'article 7.

ARTICLE 5 - Modalités financières

Le montant maximum de la prestation est de 378 € TTC.

Elle est composée de 6 séances de 45 minutes à 52,50 € TTC ainsi que des frais de déplacement de 63 € TTC

Pas de TVA.

Le règlement de la prestation sera effectué en une fois, le 14/02/2025 à terme échu sur présentation d'une facture déposée sur la plateforme CHORUS PRO, selon le nombre d'interventions réellement effectuées.

Le paiement se fera par mandat administratif sur le compte de Lise BADOR.

ARTICLE 6 - Responsabilité et assurance

L'intervenante engage sa responsabilité pour tout dommage direct ou indirect causés par son fait ou celui de ses intervenants lors de la réalisation de la prestation.

Elle déclare être assurée pour tous les dommages qui pourraient résulter du fait de la prestation qu'elle réalise.

Le C.C.A.S. est tenue de s'assurer pour couvrir les risques liés à l'animation notamment responsabilité civile et vandalisme des spectateurs et/ou tiers en général.

ARTICLE 7 - Résiliation - Révision

En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des parties de l'une quelconque des dispositions de convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la partie défaillante.

La présente convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire, l'une ou l'autre des parties se trouvait dans l'impossibilité de poursuivre la présente convention.

La présente convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties. Toute révision de la présente convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des parties.

ARTICLE 8 - Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de LYON (celui du siège social de la structure qui rédige la convention).

La présente convention est régie par le droit français.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la convention sera, à défaut d'accord amiable, porté devant les tribunaux compétents de LYON (celui du siège social de la structure qui rédige la convention).

Fait à Beauvoir de Marc le,

CCAS de CORBAS
Le Président
M. Alain VIOLLET

Lise BADOR

Envoyé en préfecture le 27/02/2025

Reçu en préfecture le 27/02/2025

Publié le



ID : 069-266910413-20250224-CCAS_2025DC0017-AU